

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

INDICE 2016 DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

Nouvelle dégringolade de l'Algérie

L'ONG de lutte contre la corruption Transparency International (TI) a rendu public, mercredi 25 janvier 2017, son Indice de perception de la corruption dans le secteur public (IPC) pour l'année 2016 : 176 pays y figurent dont l'Algérie. Le score et le classement en 2016 est désastreux : 3,4 sur 10 et la 108^e place, soit une énorme marche arrière.



L'Algérie occupe les très peu reluisantes 19^e place en Afrique et 10^e dans la région du Maghreb et Moyen-Orient (Mena). Pour rappel, l'Algérie avait obtenu en 2015 la note de 3,6 sur 10 et la 88^e place, en 2014 la note de 3,6 et la 100^e place, en 2013 la note de 3,6 sur 10 et la 94^e place, en 2012 : 3,4 sur 10 et la 105^e place, en 2011 la note catastrophique de 2,9 sur 10, la même que celle de 2010, et la 112^e place, reculant de 7 places par rapport au classement de 2010 !

Le score et le classement de l'Algérie cette année — une énorme marche arrière — illustrent, on ne peut mieux, non seulement l'absence de volonté politique de lutter contre la corruption, mais, plus grave, ce score et ce classement sont le résultat de la politique de fuite en avant du pouvoir en place.

Dans un communiqué rendu public à ce sujet, l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) considère que pour la pouvoir c'est la «lutte contre la corruption» qui est l'ennemi à abattre, ayant fait de la corruption son «fonds de commerce» pour se maintenir à n'importe quel prix.

Pour preuve supplémentaire, il y a la multitude d'organisations et d'institutions gouvernementales ayant en charge officiellement la prévention et la lutte contre la corruption, mais toutes sont frappées d'inertie, inefficaces et aux abonnés absents, obsolètes et périmées : Cour des comptes, Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, Inspection générale des finances, Office central de répression de la corruption, Cellule de traitement du renseignement financier, Pôles judiciaires spécialisés dans la lutte contre la délinquance économique et financière, etc.»

Et l'AACC d'ajouter : «Oui, pour le pouvoir en place l'ennemi c'est la «lutte contre la corruption», sinon comment expliquer que les lanceurs d'alerte et les dénonciateurs de la corruption font systématiquement l'objet de toutes sortes de repréailles et de mesures arbitraires et illégales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement abusif ! Sinon, comment expliquer aussi que la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption soit aussi mauvaise et inappliquée ?»

L'AACC est persuadée par ailleurs que «ces très mauvais score et classement de l'Algérie en 2016 sont aussi le reflet d'une justice non indépendante, injuste, incompétente et n'obéissant qu'aux ordres de l'Exécutif».

La corruption politique en haute sphère

Dans l'IPC 2016, l'Algérie a fait l'objet de 6 enquêtes et études d'organisations internationales indépendantes, enquêtes qui convergent toutes vers les mêmes résultats. A noter le très mauvais score attribué à l'Algérie — 2,20 sur 10 !!!! —, par l'une de ces 6 organisations, à savoir «Global Insight», la notation des risques-pays. Fondée en 1959, «IHS Global Insight» est une entreprise internationale d'information sectorielle qui emploie plus de 5 100 personnes dans plus de 30 pays du monde. «Global Insight» fournit un vaste ensemble de services en ligne couvrant l'analyse macroéconomique, l'analyse risque pays et l'analyse de secteurs spécifiques. Les évaluations de «Global Insight» sont réalisées en interne par plus de 100 spécialistes de pays, qui s'appuient également sur l'expertise de consultants indépendants, de clients et d'autres contacts dans le pays concerné.

Les notes reflètent la perception des experts de Global Insight sur l'ampleur relative du problème dans chaque pays ou territoire. La notation évalue toutes les formes de corruption, du simple versement de pots-de-vin à la corruption politique en haute sphère.

La note attribuée à chaque pays ou territoire est basée sur une évaluation qualitative de la corruption au niveau national. Les experts de «Global Insight»

ont pour tâche d'évaluer le risque que les personnes/entreprises soient confrontées à des pratiques de corruption dans la conduite de leurs affaires, que ce soit pour conclure des contrats importants, obtenir l'autorisation d'importer ou d'exporter un produit accessoire ou réaliser des formalités administratives courantes. De telles pratiques menacent la capacité d'une entreprise à opérer dans un pays ou l'exposent à des sanctions législatives ou réglementaires et à la perte de sa réputation.

«...Les puissants et les corrompus jouissent d'un mode de vie somptueux en toute impunité»

Pour Transparency International, «la corruption et l'inégalité se nourrissent l'une de l'autre, créant un cercle vicieux entre la corruption, la distribution inégale du pouvoir dans la société et la répartition inégale de la richesse. Comme l'a mis en évidence l'affaire des «Panama Papers», il est encore trop facile pour les riches et les puissants d'exploiter l'opacité du système financier mondial afin de s'enrichir au détriment du bien public.»

«Dans de trop nombreux pays, les besoins les plus élémentaires des citoyens ne sont pas satisfaits et ces derniers se couchent tous les soirs le ventre vide à cause de la corruption, alors que les puissants et les corrompus jouissent d'un mode de vie somptueux en toute

(1^{re} partie)

impunité», a déclaré José Ugaz, président de Transparency International.

«Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'attendre. La corruption doit être combattue d'urgence, afin que la vie des gens s'améliore dans le monde entier», a rappelé José Ugaz. Toujours selon Transparency International (TI), «les citoyens en ont assez des promesses vaines proférées par trop de politiciens qui jurent de s'attaquer à la corruption, et beaucoup se tournent vers des politiciens populistes qui promettent de changer le système et de briser le cycle de la corruption et des privilèges. Pourtant, cela ne fera probablement qu'exacerber le problème.» Et le président de Transparency International de conclure : «Dans les pays dirigés par des leaders populistes ou autocrates, nous constatons souvent des démocraties en déclin et des tentatives inquiétantes de réprimer la société civile, de limiter la liberté de la presse et d'affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire. Au lieu de s'attaquer au capitalisme de connivence, ces leaders installent généralement des formes de systèmes corrompus qui sont encore pires.»

LSC

Pour en savoir plus sur l'IPC 2016, consulter le site web de Transparency International : www.transparency.org.

Méthodologie utilisée

L'indice 2016 note 176 pays (168 en 2015) et territoires de 0 (extrêmement corrompu) à 100 (extrêmement intègre), selon les niveaux de corruption perçus dans le secteur public.

Il utilise les données de 12 enquêtes portant sur des facteurs tels que l'application des lois anti-corruption, l'accès à l'information et les conflits d'intérêts. L'indice de perception de la corruption est le principal indicateur global de la corruption dans le secteur public, offrant un instantané annuel du degré relatif de la corruption par le classement des pays du monde entier.

Pourquoi l'IPC est-il basé sur les perceptions ?

La corruption comprend généralement des activités illégales, délibérément dissimulées et qui ne sont révélées qu'à travers des scandales, des enquêtes et des poursuites judiciaires. Il n'existe pas de manière valable d'évaluer les niveaux absolus de la corruption dans les pays où les territoires se fondent sur des données factuelles rigoureuses.

Les tentatives potentielles de le faire, par exemple en comparant les pots-de-vin signalés et le nombre de poursuites engagées ou en étudiant les affaires judiciaires directement

liées à la corruption, ne peuvent pas être considérées comme des indicateurs absolus des niveaux de corruption. Par contre, elles montrent le degré d'efficacité des procureurs, des tribunaux ou des médias dans leurs enquêtes et leurs dénonciations de la corruption. La méthode la plus fiable pour comparer les niveaux relatifs de corruption entre les pays consiste à saisir les perceptions de la corruption des personnes qui sont en mesure de réaliser des évaluations de la corruption dans le secteur public.

Quels sont les pays/territoires inclus dans l'IPC 2016 et pourquoi ?

Pour qu'un pays/territoire soit inclus dans le classement, il doit figurer dans au moins trois sources de données de l'IPC.

Si un pays ne figure pas dans le classement, c'est uniquement parce que les sondages n'ont pas généré d'informations suffisantes, et ce n'est, en aucun cas, une indication que la corruption n'existe pas dans le pays. Cette année, 176 pays et territoires figurent dans l'indice, soit huit de plus qu'en 2015.

LSC